

Information CFE-CGC - No 14

La CFE-CGC vous informe - Orvault / Rennes / Cesson

Le + syndical

Communiqué de presse CFE-CGC - PP4 / 22.01.2007 / 15.00.

Décès de l'Abbé Pierre

C'est avec une immense tristesse que nous avons appris, ce 22 janvier au matin, la disparition de l'Abbé Pierre.

Au-delà de la perte de l'homme, que nous déplorons, c'est le personnage tout à fait emblématique qui s'éteint et qui était devenu le défenseur symbolique des démunis, des mal-logés, bref, des pauvres, bien trop nombreux dans un pays comme la France.

Son combat, débuté en 1954, est redevenu d'actualité après la trêve des années glorieuses de la croissance.

Nous conserverons de lui l'image du dévouement, du combat opiniâtre pour une meilleure équité sociale et l'obtention de ce qu'il considérait bien avant l'heure comme un droit primaire, celui d'avoir un toit.

L'inflation en France ?

L'indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages (France métropolitaine et DOM) a augmenté de 0,2 % en décembre 2006. En rythme annuel, l'inflation progresse légèrement à 1,5 % (+ 0,1 point par rapport à novembre).

Selon nos calculs, la hausse des prix aurait atteint en moyenne 1,6 % en 2006. L'évolution de l'inflation hors tabac suit celle de l'indice global.

L'indice d'inflation sous-jacente (CVS) - qui mesure la hausse des prix en France métropolitaine hors tarifs publics et produits à prix volatils, corrigée des mesures fiscales - augmente de 0,2 % ce mois-ci et se stabilise à 1,4 % en rythme annualisé.

Communiqué de presse CFE-CGC - PP3 / 18.01.2007 / 16.00

LBO : risque mortel !

Mieux que les soldes : des achats qui se payent eux-mêmes...

Mieux que les soldes : Des achats qui se payent eux-mêmes La CFE-CGC dénonce le développement galopant des rachats d'entreprise à effet de levier (Leverage Buy Out, LBO). Ces opérations sont financées par un recours massif à l'endettement, ce que les taux actuels facilitent.

Mais quoi qu'il en soit, il reste que le remboursement des échéances de la dette est effectué grâce à des remontées croissantes de dividendes de la société rachetée : ces dividendes sont donc maximisés à l'excès et bien loin des déficientes pratiques de rachats par les salariés (RES).



Que les remontées de dividendes puissent financer son propre achat, c'est parfois possible, mais cela conduit trop souvent à un étranglement financier de la société rachetée, avec le cortège d'économies indignes - notamment sur le dos des salariés - et l'arrêt de tout investissement d'avenir (recherche, formation, renouvellement des équipements, etc.). Tout cela fragilise un peu plus le tissu industriel français qui n'en a vraiment pas besoin.

Autant la CFE-CGC se réjouit du schéma que la récente loi sur l'épargne salariale permet de développer, en particulier vis à vis des nombreuses PME susceptibles d'être cédées ; Autant la CFE-CGC dénonce les recours excessifs des LBO à l'emprunt. Pour faire face au poids de la dette, les dirigeants, souvent eux-mêmes actionnaires, sont incités à gérer « au mieux », c'est à dire « au pire » des entreprises bientôt exsangues, avec comme seul horizon le meilleur rendement immédiat.

Enfin, la CFE-CGC souligne le risque majeur que font courir ces endettements très élevés. En cas de rentabilité économique inférieure au coût de l'endettement, l'effet de levier devient négatif. C'est un risque mortel !

Section syndicale CFE-CGC chez FT : 3 fois mieux !

Résultats chez France Telecom

La CFE-CGC a triplé son score entre 2005 et les dernières élections professionnelles de 2006. Ainsi, 30 militants CFE-CGC ont été élus dans les 19 comités d'entreprise, soit 15 titulaires et 15 suppléants.



Vos contacts locaux :

B. BARRET - ORV
Poste (2-105) 1753
Délégué syndical

R. MONNIER - ORV
Poste (2-105) 1238
Délégué personnel (sup)

B. BOUSQUET - IND
Poste (2-721) 3111
Délégué syndical

M. GUYOMARD - REN
Poste (2-172) 1710
Délégué syndical

B. THIBAULT - ORV
Poste (2-105) 1795
Représentant syndical.

Retrouvez les dernières informations sur le BLOG : <http://www.cfecgc-alcatel-cit.org/>

Information CFE-CGC - No 14

La CFE-CGC vous informe - Orvault / Rennes / Cesson

Le + syndical

Questions aux Délégués du Personnel (DP)?

Lors des réunions, les délégués du personnel transmettent à la direction des «réclamations» en rapport à l'application du code du travail ou de la convention collective.

En pratique, tout type de question est abordé comme : promotions du mois, éclairage défaillant, radiateurs qui fuient ...

Le DP a également un droit d'alerte. Par exemple dans le cas où un DP constate qu'un salarié subit des atteintes à sa sécurité/santé physique ou mentale, à sa liberté individuelle, à ses droits fondamentaux, il peut saisir immédiatement la direction qui doit diligenter une enquête, puis saisir le conseil des prud'hommes si besoin. On pense bien sûr au harcèlement moral. Dissuasif, on souhaite ne jamais avoir à s'en servir...

Votre contact CFE-CGC :
René Monnier (2-105-1238).

GPEC : CR 2^{ème} réunion négociation... et PSE !

Le 8 janvier dernier s'est tenu la seconde réunion sur le sujet de la négociation de la GPEC. L'annonce du PSE est reportée au 16 février 2007.

Rappel :

La GPEC (Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences) est censée permettre, à une entreprise :

- d'évaluer ses besoins en ressources humaines à moyen terme (3 à 5 ans), à partir de prévisions sur les évolutions des technologies, des marchés et de la productivité
- d'évaluer ses ressources disponibles dans le même horizon, à partir de prévisions sur les entrées, les sorties et les promotions
- de mesurer l'écart entre les deux et de décider d'actions correctives dans le but de réduire cet écart au maximum.

Les actions correctives peuvent être : du recrutement, des promotions, de la formation, de la mobilité interne, des départs dans le cadre de PSE

Sans faire de procès d'intention à la Direction d'Alcatel, nous vous rappelons, dans notre lettre No 8, notre inquiétude quant à la précipitation, avec laquelle la Direction d'Alcatel s'intéressait à la GPEC depuis que les PSE en France sont devenus une certitude...

Comme nous vous l'avions annoncé, afin d'éviter que les négociations GPEC ne se transforment en mascarade destinée uniquement à sécuriser sur le plan juridique les futurs PSE dans les sociétés françaises du Groupe, le sentiment était commun sur l'impossibilité de négocier valablement la GPEC juste avant le PSE. La suspension de ces négociations a été demandée.

Ainsi, le bilan de cette seconde réunion se résume à :

- la négociation GPEC est suspendue et reprendra après le PSE,
- les annonces sur le PSE sont reportées au CGF (Comité de Groupe France) du 16 février 2007.

Reportage : L'Inde (2/5)

Afin de vous informer sur nos différents sites, voici le second épisode, toujours extraits de témoignages d'employés Alcatel... Celui-ci s'intitule : « ALCATEL-LUCENT : Les perspectives de la mondialisation ».

One Company: un bel idéal.

Aujourd'hui, au travail, on a comme l'impression que le monde bascule. Il est parfois demandé à des Français de faire, en Inde, le travail dont ne veulent pas les collègues indiens, et cela fait peur. Sachant qu'un Français en Inde coûte 3 fois plus cher que lorsqu'il travaille en France, il est surprenant de lui proposer, par exemple, de grossir les effectifs d'une équipe afin de, sic: "permettre aux Indiens de se libérer de tâches qu'ils jugent peu intéressantes pour qu'ils puissent s'adonner à un travail motivant". Les membres de ladite équipe ayant au plus 5 ans d'expérience, contre une quinzaine d'années pour le Français...

Comment ne pas réagir face au gouffre entre perspectives de carrière offertes en Inde et celles proposées en France?

Nos jeunes collègues indiens, après tout juste un an d'expérience, se voient déjà offrir des postes à responsabilité, chose attendue pendant 5 longues années en France, dans le meilleur des cas, pour nos fameux "JHP".

En Inde, après 3 ans d'ancienneté, ils exigent le niveau hiérarchique supérieur et partent (démission) s'ils ne l'obtiennent pas; après 10 ans, ils font partie des top managers. Vers 14 ans d'ancienneté, leur salaire est semblable au nôtre (vu le niveau d'augmentation, +25% en moyenne en 2006 pour 6 à 7% d'inflation). Ils exigent de voyager et de s'enrichir en permanence avec comme simple menace le fait de démissionner, ce qui fait trembler les managers ici, et qui ferait sourire en France.

Que disent des Français? L'ardeur des plus jeunes est vite calmée par un avenir bouché et l'absence de perspectives. Obtenir une place en CDI dans une multinationale est déjà une fin en soi à notre époque. Les anciens survivent (dans l'attente du prochain PSE ?). L'ombre du chômage plane, on fait profil bas, heureux d'avoir un travail.

Où est le dynamisme dans ces conditions? En Inde, bien sûr, naturellement !

Dans la prochaine lettre d'info, un autre témoignage à découvrir...



Vos contacts locaux :

B. BARRET - ORV
Poste (2-105) 1753
Délégué syndical

R. MONNIER - ORV
Poste (2-105) 1238
Délégué personnel (sup)

B. BOUSQUET - IND
Poste (2-721) 3111
Délégué syndical

M. GUYOMARD - REN
Poste (2-172) 1710
Délégué syndical

B. THIBAUT - ORV
Poste (2-105) 1795
Représentant syndical.

Retrouvez les dernières informations sur le BLOG : <http://www.cfecgc-alcatel-cit.org/>